Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 26 (1923-1924)
Heft: 13

Artikel: Ce qu'il faut combattre
Autor: Combe, E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-748421

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

dont ils ne réflètent à première vue qu'une pâle lueur, un guide précieux sur le chemin qui conduit les peuples vers un avenir meilleur.

BUENOS AYRES ALFRED DE CLAPARÈDE

⊕ ⊕ ⊕

CE QU'IL FAUT COMBATTRE

Lorsque, l'autre jour, M. Poincaré fut mis en minorité à la Chambre française, peut-être y eut-il des gens pour se réjouir, à l'étranger surtout mais en France aussi. Pourtant la personnalité du ministre importe peu, en réalité; ce qu'il importe de combattre, et cela non pas en France seulement, c'est l'esprit de Poincaré, c'est la mentalité qu'on pourrait appeler le « poincarisme ». Et par là nous entendons ce nationalisme étroit, têtu et haineux qui est le principal obstacle au rapprochement des peuples. Il n'est pas une spécialité française, mais c'est en France qu'il fait actuellement le plus de ravages et la renaissance du nationalisme allemand auquel nous assistons avec tristesse ne s'explique que par réaction vis-à-vis du poincarisme, de l'exaltation du sentiment national français provoqué par la victoire. Mais tous les nationalismes, l'allemand et le français, le tchèque et le hongrois, le grec et l'italien, le serbe et le bulgare, se ressemblent comme des frères. Il y a moins de différence entre M. Léon Daudet et Hitler, entre le général de Metz et Ludendorff, entre un camelot du roy et un Hakenkreuzler, qu'entre un réactionnaire et un véritable démocrate, peu importe le pays auquel ils appartiennent. En tous pays on assiste au même réveil du principe exclusif et autoritaire, de l'esprit de guerre civile venant se superposer aux haines nationales: Bloc national en France, Völkische Partei en Allemagne, fascisme en Italie, dictature militaire en Espagne, dictature du même genre, quoique moins apparente, en Grèce. Les gens qui tentèrent le coup d'Etat de Munich et la marche sur Berlin sont aussi fanatiques de nationalisme intégral et d'unité morale que l'*Action française* de M. Maurras ou l'*Echo de Paris* de Pertinax. Jamais depuis longtemps les deux pôles de la politique, le pôle « Liberté, Egalité et Fraternité » et le pôle « Ordre et Autorité» n'ont été séparés par un tel abîme.

On me permettra de dire carrément ma pensée: des deux pôles, le plus dangereux de beaucoup est le pôle «ordre et autorité». Il est celui qui divise le plus profondément les hommes, celui qui traite avec le plus de mépris leurs légitimes aspirations; il est à la racine des pires exclusivismes, des plus redoutables généralisations; il appuie sur tout ce qui divise et écarte tout ce qui pourrait unir; il est étroit, borné, haineux: c'est l'esprit poincariste, qui empêchera l'établissement d'une paix durable, la réconciliation des peuples, la réalisation d'une Société des Nations digne de ce nom, tant qu'il n'aura pas été vaincu, détrôné.

Le poincarisme a son antipode, qui est aussi son antidote, dans le wilsonisme. L'esprit de Wilson subit un temps d'éclipse; mais il n'est pas mort, il ne mourra pas. Il est bien vivant au cœur d'une élite internationale qui aura forcément le dernier mot, parce qu'il est la vérité, l'humanité, parce qu'il est fondé sur la base inébranlable d'une force morale supérieure à toutes les puissances de l'heure. Mais les passions mauvaises déchaînées sont encore vivaces; l'éruption maligne doit sortir d'abord, purifiant peu à peu le sang des nations des ferments morbides. Après seulement la santé et la vie reprendront le dessus. L'essentiel est de ne jamais désespérer, de ne jamais même douter, et de lutter par les armes de l'esprit jusqu'à la victoire. J'ai dit « par les armes de l'esprit »; j'y insiste: la violence corrompt tout ce qu'elle touche et perd les causes qu'elle prétend défendre; j'aurai à y revenir.

L'esprit poincariste se meut dans l'absolu; il ignore les hommes et se complait aux abstractions. Il dit « la France », « l'Allemagne », et ces expressions désignent pour lui des unités abstraites. Ayant ainsi schématisé, il procède aux dangereuses simplifications. Le patriotisme, ce sentiment si naturel, si sain, si exclusif de toute division puisqu'il permet, par simple analogie, de comprendre le patriotisme des autres, devient le nationalisme, c'est-à-dire le culte d'une abstraction opposé au culte d'une abstraction antagoniste, c'est-à-dire donc une doctrine de haine. Comme tous les fanatismes, celui-ci est sanguinaire, et le plus sanguinaire de tous. Il voit des ennemis partout; non seulement au delà des frontières, mais en deça.

Comment peut-on pousser l'aveuglement jusqu'à ne pas voir ce que l'attitude du nationalisme français a de blessant pour les alliés de la France? Au lieu de les traiter en amis loyaux et en frères d'armes, la presse nationaliste par ses écrits, le gouvernement par ses actes, leur montrent une méfiance presqu'égale à celle témoignée à l'ancien ennemi commun. Ils affectent de ne voir en eux que des fourbes uniquement préoccupés de voler la France et de la frustrer du fruit de la victoire. Et l'on s'étonne ensuite de rencontrer quelque froideur dans les rapports entre alliés! Même l' incontestable loyauté de Ramsay MacDonald se heurte au mauvais vouloir et à mille réticences.

M. Léon Daudet hait ses propres compatriotes protestants ou israélites plus qu'il ne hait les Allemands, ou plutôt, il voit en eux des Allemands, notion abstraite sous laquelle il comprend tout ce qui est mauvais, diabolique, à détruire, à extirper. L'aimable conception du monde, en vérité!

Cette réduction à l'abstrait est nécessaire au poincarisme, elle est la condition qui lui permet de haïr. Haïr un peuple, comprenez-vous ce que cela peut signifier? Moi pas. Je puis haïr un individu, un gouvernement; un peuple, non. Un peuple est une pluralité d'individus; il réunit le meilleur et le pire, peu importe que vous preniez le peuple allemand ou le peuple français. Certes, on peut distinguer chez les diverses collectivités ethniques certains caractères généraux et spécifiques, lors même que ces caractères puissent manquer à beaucoup de membres individuels de ces collectivités. Mais ces traits de caractère ne sont ni des qualités ni des vices; ils peuvent tout au plus donner aux qualités et aux vices des individus une nuance particulière. Ils provoquent ce sentiment d'être « autre » que l'on éprouve lorsqu'on voyage au milieu d'un pays étranger. Ce caractère « autre » peut être sympathique ou antipathique, il ne justifie en aucun cas la haine. Pour le philosophe, de telles différences sont heureuses, parce qu'elles se complètent et ajoutent à la diversité de l'humanité, c'est-à-dire à sa beauté totale.

Efforçons-nous d'être justes: il entre dans le poincarisme un élément de peur dont il faut tenir compte. La crainte d'une future invasion se justifie par le souvenir des deux dernières

guerres, celle de 1914 et celle de 1870. Elle se justifie par la longue angoisse qui les a séparées, cette course aux armements longue d'un demi-siècle sous le fardeau de laquelle l'Europe s'est épuisée, au point d'arriver à considérer comme une délivrance le cataclysme qui la couronna, parce qu'on crut fermement qu'il y mettrait fin une fois pour toutes. L'obsession des garanties de sécurité, responsable pour la plus grosse part du mauvais traité de Versailles, se comprend au lendemain de l'armistice et permet d'excuser bien des erreurs, sinon de les justifier toutes. Pour nous, il est difficile d'oublier que ces erreurs firent une victime, Wilson, et qu'en perpétuant les haines elles nous exposent au danger de futures catastrophes. Mais nous pouvons cependant comprendre l'état d'esprit d'un Clemenceau en 1919; ce que nous comprenons moins, c'est qu'il persiste et s'aggrave chez ses successeurs, en dépit de la leçon des faits. Un aveuglement momentané s'explique; un aveuglement permanent et opiniâtre serait sans excuse.

« La France — toujours les généralisations! — ne peut pas avoir confiance », dit-on. D'accord, mais elle devrait comprendre, cependant, que l'Allemagne n'a pas confiance non plus, et qu'en échange des garanties et de la bonne volonté qu'on exige d'elle, elle se croit en droit de demander des garanties et une bonne volonté équivalentes. Il est tout à fait faux, en effet, que les invasions soient toujours venues de l'Est; l'Allemagne n'a oublié, ni les guerres de Napoléon, ni le grand Condé. Les ruines du Palatinat et de Heidelberg sont toujours debout et parlent un langage facile à comprendre. Le peuple à qui l'on demande des garanties contre une possible invasion de la France, aimerait qu'on lui garantît de même l'intégrité de son territoire et le respect de sa souveraineté à l'intérieur de ses frontières. Or, en fait, sa seule garantie, ce sont les déclarations tombées de la bouche de M. Poincaré. Est-il incompréhensible que les Allemands trouvent cela insuffisant? A quoi bon tant répéter ces choses? Vaudrait-il pas mieux agir de façon à les faire croire? Et malheureusement le mémoire du maréchal Foch à la conférence de la paix concernant la frontière du Rhin, les machinations du général Mangin en territoire occupé, le favoritisme du général de Metz à l'égard du mouvement séparatiste

palatin, le livre de Maurice Barrès sur le Rhin, l'activité annexionniste de certains groupements français, la propagande forcenée de journaux publiés en langue allemande et répandus aux frais des puissances occupantes en Rhénanie, l'invasion de la Ruhr, enfin, sont autant de raisons de méfiance qui entretiennent le malaise chez le peuple allemand et détruisent le peu de bonne volonté qu'il aurait pu mettre à satisfaire ses vainqueurs.

Qu'a-t-on fait pour développer et encourager la bonne volonté allemande? De quel droit exiger cette bonne volonté de gens que l'on s'est appliqué à humilier et à blesser de mille façons? Quand on réclame d'un peuple le payement de sommes aussi formidables, ne serait-ce pas le moins de lui demander comment il propose de s'acquitter, et de lui faciliter cet acquittement dans la mesure du possible? Quand l'a-t-on fait?

C'est là le plus grand crime du poincarisme. Il est incapable de se substituer à la partie adverse et de se demander: «Qu'eussé-je fait à sa place?» Imaginez la France vaincue, mais au bénéfice d'un traité de paix qui lui garantisse cependant un certain territoire. Un beau jour son plus riche district industriel est envahi sans avertissement par des troupes formidablement armées; la population civile, qui depuis des mois s'astreignait volontairement à des heures supplémentaires pour permettre l'exécution du traité est violentée; on expulse, on emprisonne, on traduit devant des tribunaux militaires des gens dont le seul crime est d'être fidèles à leurs lois et à leurs autorités légitimes. Tout cela sous prétexte que le gouvernement central a failli à ses obligations. Vous figurez-vous une population française acceptant docilement et passivement ce régime? Pour l'honneur de la France, je n'en crois rien. On a été unanime, après l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, à qualifier d'héroïque la résistance belge. Quelle différence morale voyez-vous entre cette résistance et celle de la population civile de la Ruhr? Pour ma part, si mes compatriotes vaudois voyaient un jour une soldatesque étrangère s'installer chez eux et prétendre leur faire la loi, je me plais à croire qu'ils ne se montreraient pas indignes de l'exemple que leur ont donné les mineurs et les cheminots de la Ruhr.

Le poincarisme met toute sa confiance en la force, montrant

par là qu'il n'a rien appris des leçons de la guerre. S'il est une chose que la guerre a démontrée à l'évidence et que tous les peuples sentent plus ou moins confusément aujourd'hui, c'est que toute tentative d'hégémonie tablant sur la force brutale est condamnée d'avance à échouer devant une coalition du monde entier. Il y a là, semble-t-il, une raison suffisante pour rassurer les pays qui se sentent sous la menace. Il y a là surtout une raison déterminante pour rechercher ailleurs que dans les armements et les mesures matérielles de précaution la sécurité future et le règlement des différends internationaux. Là fut la grande pensée de Wilson; là gît la raison d'être profonde de la Société des Nations. Là est aussi la raison pour laquelle il ne faut pas que la Société des Nations fasse entrer la violence parmi les moyens de coercition mis à sa disposition. Son influence doit être morale et ses sanctions doivent être d'ordre spirituel. Cela en vertu de cette autre vérité démontrée par la guerre: que les facteurs moraux sont en définitive les seuls déterminants. Ce n'est pas la force des armes qui a vaincu les puissances centrales; c'est la volonté arrêtée de l'univers coalisé de ne pas subir l'hégémonie allemande. Cette volonté fit surgir chaque fois le renfort à l'heure précise où sa nécessité se fit sentir; elle en eût fait surgir d'autres encore si le renfort américain n'avait pas suffi à faire pencher la balance. Et l'expérience actuelle de la Sarre et de la Rhénanie donne à penser que, même matériellement victoireuses, l'Allemagne se fût vue dans l'impossibilité d'exploiter sa victoire. L'armée internationale mise à la disposition de la Société des Nations est une invention française; elle a mûri dans le cerveau de M. Léon Bourgeois; elle est une de ces survivances de l'esprit ancien qui n'ont pas toutes été bannies du Pacte et dont il reste malheureusement assez pour vicier encore le fonctionnement du nouvel organe international.

Le poincarisme a toujours témoigné à la Société des Nations une méfiance profonde; il procède entièrement de l'esprit ancien et l'esprit nouveau ne lui dit rien qui vaille. Egaré par une sorte de panique, il s'hypnotise sur le cadavre de son adversaire, ne voulant pas admettre qu'il puisse être mort, croyant toujours le voir remuer encore et essayant chaque matin de le tuer de nouveau. Son aveuglement est tel qu'il ne voit pas la folie d'entre-

tenir et d'attiser la haine d'un voisin deux fois plus nombreux, plus prolifique, plus entreprenant, plus actif, plus discipliné. L'occupation de la rive gauche du Rhin est un moxa qui empêche de guérir la plaie ouverte au flanc du peuple allemand. Celle de la Ruhr est calculée de façon à rendre toute réconciliation des deux peuples impossible. Les tentatives de séparation ou de neutralisation de territoires allemands sont le meilleur ciment de l'unité allemande. Les humiliations infligées ont créé de toutes pièces une haine et un esprit de revanche qui — tous les témoins sont d'accord là-dessus, même ceux de nationalité française — n'existaient pas au lendemain de la guerre. Ainsi le poincarisme, par la sotte confiance qu'il accorde à la violence, a-t-il presque rétabli la situation dangereuse et instable d'où est issue la guerre de 1914. On voit recommencer la course aux armements; on voit se rapprocher les peuples humiliés et offensés, et il n'est pas un homme de bon sens qui croie à la possibilité d'empêcher à tout jamais par la force ces peuples de se relever et de s'armer. Etant donnés les procédés nouveaux de destruction en masse par bombardements aériens, par les gaz toxiques, la barrière du Rhin préconisée par Foch et à laquelle se cramponne en désespéré le poincarisme est une barrière aussi efficace que ces murs de sable que les enfants édifient sur la plage pour empêcher la marée de monter.

Et voilà ce qui est grave, parce que cela menace non seulement la France, mais le monde entier, y compris les neutres: le poincarisme prépare de propos délibéré les boucheries futures. Si le wilsonisme, si l'esprit de la Société des Nations n'en font pas justice, rien ne pourra empêcher le cataclysme final où sombrera l'humanité et tout ce que l'on comprend sous le vocable de civilisation. Le wilsonisme ne croit pas à la force; il croit à la suppression des causes de guerre, et la première de ces causes, celle d'où dérivent toutes les autres, est la haine de peuple à peuple.

Il n'y a qu'une façon d'assurer de façon durable la sécurité de la France: c'est de la fonder sur l'amitié d'une Allemagne prospère et satisfaite. Rien ne s'y oppose, si ce n'est le poincarisme. Les intérêts économiques des deux peuples ne sont pas antagonistes, au contraire. La prospérité de l'un est fonction

de la prospérité de l'autre. Un terrain d'entente serait tout à fait facile à trouver, avantageux pour les deux parties. Les échanges intellectuels reprendraient, pour le plus grand bien de l'humanité, de la civilisation, de la science et des arts. On se demanderait comment fut possible l'aberration que nous apprenaient l'autre jour les journaux: les ophtalmologues français refusant de participer à un congrès d'ophtalmologie si les ophtalmologues allemands y sont admis!

Et la France redeviendrait la France que tous les peuples ont aimée et en qui ils ont eu foi, le pays vers lequel se tournaient les yeux de tous les opprimés, de toutes les victimes, le pays des Droits de l'homme et de la Révolution. C'est le wilsonisme qui a pris la succession de cette France-là; c'est lui qui tient aujourd'hui le flambeau de l'idéal.

En trahissant le wilsonisme, sous l'empire d'une sorte de panique, la France de Clemenceau a failli à sa mission historique. Celle-ci eût consisté à condamner sans pitié l'impérialisme militaire de l'Allemagne prussianisée, mais à tendre fraternellement la main au peuple allemand pour guider ses premiers pas sur les voies de la démocratie et de la liberté.

« Utopie! » nous dit-on. « Cela n'eut conduit à rien! » Regardez sans parti pris où nous a conduit le poincarisme et dites, la main sur la conscience, si une paix wilsonienne eût pu faire pis.

Que faire? Machine en arrière, tout simplement. Reconnaître la faillite du poincarisme, de la politique de violence, et revenir à une politique vraiment française et humaine, politique de paix et non de guerre. Faire renaître aussi la confiance ébranlée au point d'écroulement, et remplacer les tanks et les avions de bombardement par les armes de l'esprit au service de la force morale. La paix du monde ne peut être sauvée qu'à ce prix.

ED. COMBE